

**OGEC TEILHARD DE CHARDIN**

**2. Place d'Armes**

**94100 - SAINT-MAUR**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE  
TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS - ILE-DE-FRANCE

COMMISSAIRE AUX COMPTES  
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

SIEGE SOCIAL :  
7, BD DU M<sup>re</sup> GALLIENI  
77400 LAGNY S/MARNE

TEL. : 01 60 07 32 32  
TELECOPIE : 01 64 02 33 79  
E-MAIL : [ceeca@ceeca.fr](mailto:ceeca@ceeca.fr)  
[www.ceeca-expert-comptable.fr](http://www.ceeca-expert-comptable.fr)

A l'Assemblée Générale de l'Association OGEC THEILHARD DE CHARDIN,

## **1. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 28 Novembre 2022 nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association OGEC THEILHARD DE CHARDIN relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## **2. FONDEMENT DE L'OPINION**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Nous n'avons pas d'observation particulière à formuler.

/...



.../

### **3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4. VERIFICATION SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

### **5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

.../

9

/...

## **6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 18 Novembre 2024  
Pour la C.E.E.C.A.



B. LE MENEC,  
Commissaire aux Comptes

## DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

4

BILAN ACTIF AU 31/08/2024



ACTIF	Exercice 31/08/2024			Exercice 31/08/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-	
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	
Avances et acomptes	-	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	5 127 237	4 598 769	528 468	571 730
Installations techniques, matériel et outillage	3 673 159	3 636 527	36 632	57 949
Autres immobilisations corporelles	5 072 427	3 897 542	1 174 885	1 252 856
Immobilisations corporelles en cours	39 246	-	39 246	36 846
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres	22 687	-	22 687	22 687
<b>Total I</b>	<b>13 934 756</b>	<b>12 132 838</b>	<b>1 801 918</b>	<b>1 942 067</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	6 435	-	6 435	42 936
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 723	28 799	2 923	2 262
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres	750 917	-	750 917	531 587
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	503 881	-	503 881	755 698
Charges constatées d'avance	42 863	-	42 863	24 830
<b>Total II</b>	<b>1 335 818</b>	<b>28 799</b>	<b>1 307 018</b>	<b>1 357 312</b>
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	
Ecart de conversion actif (V)	-	-	-	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>15 270 574</b>	<b>12 161 637</b>	<b>3 108 936</b>	<b>3 299 379</b>

**BILAN PASSIF AU 31/08/2024**



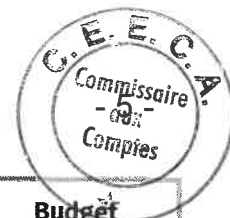
<b>PASSIF</b>	<b>Exercice 31/08/2024</b>	<b>Exercice 31/08/2023</b>
<b>FONDS PROPRES</b>		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>	-	-
<i>Fonds propres complémentaires</i>	225 439	225 439
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>	-	-
<i>Fonds propres complémentaires</i>	-	-
<i>Ecart de réévaluation</i>	-	-
<i>Réserves</i>		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	-	-
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	310 306	310 306
<i>Autres</i>	-	-
<i>Report à nouveau</i>	1 300 181	1 622 253
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	-105 240	-322 072
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>1 730 687</b>	<b>1 835 927</b>
<i>Fonds propres consommables</i>	-	
<i>Subventions d'investissement</i>	308 380	358 426
<i>Provisions réglementées</i>	-	
<b>Total I</b>	<b>2 039 066</b>	<b>2 194 352</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>	-	
<i>Fonds dédiés</i>	95 925	91 582
<b>Total II</b>	<b>95 925</b>	<b>91 582</b>
<b>PROVISIONS</b>		
<i>Provisions pour risques</i>	-	-
<i>Provisions pour charges</i>	267 209	275 162
<b>Total III</b>	<b>267 209</b>	<b>275 162</b>
<b>DETTES</b>		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>	-	-
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>	5 321	153 977
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>	-	-
<i>Avances et acomptes reçus</i>	362 492	349 175
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	186 270	58 515
<i>Dettes des legs ou donations</i>	-	
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	147 747	174 145
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>	216	216
<i>Autres dettes</i>	4 214	1 755
<i>Instruments de trésorerie</i>	-	
<i>Produits constatés d'avance</i>	476	500
<b>Total IV</b>	<b>706 736</b>	<b>738 283</b>
<i>Ecart de conversion passif (V)</i>	-	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>3 108 936</b>	<b>3 299 379</b>



# COMPTE DE RESULTAT au 31/08/2024

COMPTE DE RESULTAT	Réel 31/08/2023	Réel 31/08/2024	Budget 31/08/2025
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
<b>Cotisations</b>	7	7	10
<b>Ventes de biens et services</b>			
<i>Ventes de biens</i>	6 657	5 695	6 000
<i>dont ventes de dons en nature</i>	-	-	-
<i>Ventes de prestations de service</i>	2 686 285	2 943 493	3 110 800
<i>dont parrainages</i>	-	-	-
<b>Production stockée</b>	-	-	-
<b>Production immobilisée</b>	-	-	-
<b>Produits de tiers financeurs</b>			
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	2 224 259	2 274 703	2 151 700
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptible</i>	-	-	-
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	-	-	-
<i>Dons manuels</i>	-	-	-
<i>Mécénats</i>	-	-	-
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	-	-	-
<i>Contributions financières</i>	-	-	-
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	163 609	155 284	148 936
<b>Utilisations des fonds dédiés</b>	14 464	15 151	18 000
<b>Autres produits</b>	26 747	23 778	24 200
<b>Total I</b>	<b>5 122 029</b>	<b>5 418 111</b>	<b>5 459 646</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
<b>Achats de matières premières et marchand.</b>	5 392	5 288	7 500
<b>Variation de stock</b>	-	-	-
<b>Autres achats et charges externes</b>	2 246 966	2 394 691	2 482 750
<b>Aides financières</b>	-	-	-
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>	159 584	160 330	163 650
<b>Salaires et traitements</b>	1 608 094	1 580 762	1 594 750
<b>Charges sociales</b>	839 164	862 879	871 050
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</b>	352 502	385 169	340 000
<b>Dotations aux provisions</b>	149 939	152 711	150 000
<b>Reports en fonds dédiés</b>	68 473	19 494	-
<b>Autres charges</b>	3 113	2 323	-
<b>Total II</b>	<b>5 433 226</b>	<b>5 563 646</b>	<b>5 609 700</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)</b>	<b>- 311 198</b>	<b>- 145 535</b>	<b>- 150 054</b>





COMPTE DE RESULTAT	Réel 31/08/2023	Réel 31/08/2024	Budget 31/08/2025
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
De participations	-	-	-
D'autres VMP et créances de l'actif immobilisé	-	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	823	9 584	5 000
Reprises sur prov., et transferts de charges	-	-	-
Différences positives de change	-	-	-
Produits nets sur cessions de VMP	-	-	-
<b>Total III</b>	<b>823</b>	<b>9 584</b>	<b>5 000</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov.	-	-	-
Intérêts et charges assimilées	3 023	697	2 000
Différences négatives de change	-	-	-
Charges nettes sur cessions de VMP	-	-	-
<b>Total IV</b>	<b>3 023</b>	<b>697</b>	<b>2 000</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>- 2 200</b>	<b>8 887</b>	<b>3 000</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>- 313 397</b>	<b>- 136 648</b>	<b>- 147 054</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion	13 699	5 415	-
Sur opérations en capital	53 147	49 962	50 460
Reprises sur prov., et transferts de charges	-	10 725	-
<b>Total V</b>	<b>66 846</b>	<b>66 102</b>	<b>50 460</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion	64 795	34 694	-
Sur opérations en capital	-	-	-
Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov.	10 725	-	-
<b>Total VI</b>	<b>75 520</b>	<b>34 694</b>	<b>-</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>- 8 674</b>	<b>31 408</b>	<b>50 460</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-	-
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>5 189 698</b>	<b>5 493 797</b>	<b>5 515 106</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>5 511 769</b>	<b>5 599 037</b>	<b>5 611 700</b>
<b>5 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>- 322 072</b>	<b>- 105 240</b>	<b>- 96 594</b>
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>- 46 552</b>	<b>215 271</b>	<b>195 010</b>



COMPTE DE RESULTAT	Réel 31/08/2023	Réel 31/08/2024	Budget 31/08/2025
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
<i>Dons en nature</i>			
<i>Prestations en nature</i>	-	-	-
<i>Bénévolat</i>	1 634	1 689	1 750
<b>TOTAL</b>	<b>1 634</b>	<b>1 689</b>	<b>1 750</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
<i>Secours en nature</i>			
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>	-	-	-
<i>Prestations en nature</i>			
<i>Personnel bénévole</i>	1 634	1 689	1 750
<b>TOTAL</b>	<b>1 634</b>	<b>1 689</b>	<b>1 750</b>



## I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

## II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

## III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 5) Fonds propres
- 6) Subventions d'investissement
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

## IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Effectif employé pendant l'exercice
- 4) Rémunération des dirigeants
- 5) Honoraires des commissaires aux comptes
- 6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 7) Charges et produits exceptionnels

## V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 4) Contributions volontaires en nature

### TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABLEAU I	Tableau des mouvements des <b>immobilisations</b>
TABLEAU II	Tableau des mouvements des <b>amortissements</b>
TABLEAU III	Tableau des mouvements des <b>provisions</b>
TABLEAU IV	Etat des <b>échéances des créances et des dettes</b> et <b>sûretés réelles</b> consenties
TABLEAU V	Tableau des <b>valeurs mobilières de placement</b>
TABLEAU VI	Tableau de variation des <b>fonds propres</b>
TABLEAU VII	Tableaux de suivi des <b>subventions d'investissement</b>
VTABLEAU VIII	Tableau des mouvements des <b>fonds dédiés</b>
TABLEAU IX	Tableau des engagements pris en matière de <b>crédit-bail</b>
TABLEAU X	Tableau de détail des <b>concours publics et subventions</b>

## PRECISIONS SUR LES RUBRIQUES DE L'ANNEXE



### I. INFORMATIONS GENERALES

#### 1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

##### Nom et adresse de l'Ogec et des établissements qui le composent

OGEC TEILHARD DE CHARDIN

2 Place d'Armes - 94100 SAINT MAUR DES FOSSES

##### Date de création et objet

Création le 28 septembre 1947 d'une association loi 1901

L'OGEC TEILHARD DE CHARDIN a pour objet d'assurer la fondation et l'entretien d'écoles catholiques reconnues comme telles par l'autorité canonique compétente, et notamment la gestion de l'établissement scolaire Teilhard de Chardin.

##### Description brève de l'activité et de l'organisation

L'OGEC TEILHARD DE CHARDIN a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un établissement ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'OGEC TEILHARD DE CHARDIN est administré par un conseil d'administration qui comprend les membres de droits (délégué de Tutelle, représentant de l'UROGEC, président de l'APEL) et de membres élus par l'AG pour 3 ans et rééligibles. Le conseil d'administration élit parmi les membres du CA, un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire, composant ainsi le bureau.

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement secondaire : lycée général, technologique, 978 élèves, 32 classes	Restauration scolaire
Enseignement supérieur : CPEC, BTS, DCG, 248 élèves, 15 classes	***
Formation initiale par apprentissage : CFA, UFA, 84 élèves, 4 classes	

#### 2) Faits marquants de l'exercice :

##### Événements principaux de l'exercice ayant une incidence significative sur les activités de l'Ogec et les comptes.

Nous n'avons aucun événement important à mentionner si ce n'est la crise liée à l'augmentation de l'inflation ainsi que la hausse des prix de l'énergie.

### 3) Evènements postérieurs à la clôture :

Absence d'événements importants survenus postérieurement à la clôture de l'exercice et jusqu'à la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration mais qui n'ont pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la clôture (donc qui ne nécessitent pas d'ajuster les comptes de l'exercice clos).



## II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

### 2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

### 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :

Aucune dérogation aux principes et méthodes comptables, au principe de l'image fidèle, aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, à la durée de l'exercice comptable,

### 4) Changements comptables :

L'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> septembre 2023 et clos le 31 août 2024 est caractérisé par la **quatrième application** du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui succède au règlement CRC n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Aucun **changement de méthode comptable** n'est donc à mentionner au cours de cet exercice.

## III. NOTES SUR LE BILAN :

### 1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût hors frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).



Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

### Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	30 à 35 ans	2,86 à 3,33 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	20 ans	5 %
Installations générales et techniques	15 ans	6,67 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	5 à 15 ans	6,67 à 20 %
Équipement de restauration	4 à 10 ans	10 à 25 %
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Logiciels	1 à 5 ans	20 à 100 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

### 2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

### 3) Échéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

### Précisions :

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans, plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

#### **4) Evaluation des valeurs mobilières de placement :**

Un tableau des valeurs mobilières de placement est joint (TABLEAU V). Il fait état, par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas de moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur de marché), une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des valeurs mobilières de placement au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (TABLEAU III).

#### **5) Fonds propres :**

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

#### **6) Subventions d'investissement :**

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

#### **7) Provisions :**

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU III).

### Précisions sur les engagements de retraite :

Conformément à l'article L. 123-13 du Code de Commerce, nous vous informons sur le montant des engagements de l'association au titre des indemnités de départ à la retraite qui s'élèvent à 119.273 €.

En novembre 2021, l'ANC a mis à jour sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages



similaires pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises.



Elle a introduit un choix de méthodes relatif à la répartition des droits à prestations pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite.

En pratique, dans ce cas, la constitution de la dette actuarielle n'est plus lissée sur la totalité de la période d'emploi, mais sur la période qui couvre les (dernières) années de services rendus par le salarié qui correspondent à l'ancienneté lui octroyant l'indemnité maximale plafonnée (ou entre la date d'emploi et la date de départ en retraite, si la durée ainsi déterminée est inférieure).

Cet engagement a fait l'objet d'une provision.

Les hypothèses retenues pour évaluer le montant de l'engagement de retraite sont les suivantes :

- Table de mortalité : TV 88/90
- Méthode de calcul retenue : ANC 2021 (BETA)
- Taux d'actualisation : 3,37%
- Initiative du départ : Salarié
- Méthode de calcul : Rétrospective
- Etendue de l'étude : IFC

## **8) Fonds dédiés :**

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations de fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations (rédaction si le financement est linéarisé).

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

## 9) Passifs éventuels :

Un passif éventuel est :

- Une obligation qui n'est ni probable, ni certaine à la date d'établissement des comptes :

*Définition PCG : Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité.*

ou

- Une obligation probable pour laquelle la sortie de ressources, elle, n'est pas probable.

*Définition PCG : Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :*

- *Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;*

*ou*

- *Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.*

Aucun passif éventuel n'est à signaler pour cet exercice.

## IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

### 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois, si l'Ogec peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

### Précisions sur les cotisations collectées pour le compte de tiers :

L'Ogec collecte en son nom les cotisations pour le compte de l'Apel ; les cotisations collectées sont inscrites en produits et les cotisations reversées en charges.

### 2) Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.



### **3) Effectif employé pendant l'exercice :**

L'effectif moyen employé (en ETP) pendant l'exercice par catégorie tel que défini à l'article D 123-200 du code de commerce a été le suivant :

- Cadres : 19,46 ETP
- Agents de maîtrise : 0 ETP
- Employés : 10,83 ETP

Soit un effectif global de 30,29 ETP

### **4) Rémunération des dirigeants :**

Au titre de l'exercice, l'Ogec n'a pas versé de rémunération à ses dirigeants au cours de l'exercice.

Dans la convention sur les droits et devoirs liés au mandat d'administrateur Ogec, il est indiqué que l'administrateur s'engage à exercer son activité de façon bénévole.

### **5) Honoraires des commissaires aux comptes :**

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, relatifs à la certification des comptes de l'exercice précédent s'élève à 3.924 €.

### **6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :**

Les charges constatées d'avance (actif) sont composées de charges avancées pour l'exercice N+1 uniquement, pour une somme de 42.863 €.

Les produits constatés d'avance (passif) sont composés de produits reçus au cours de l'exercice N et imputables à l'exercice N+1 uniquement, pour une somme de 476 €.

Les charges à payer pour 14.943 € et les produits à recevoir pour 747.637 € sont rattachés aux postes de dettes et de créances à la fin de l'exercice 2022/2023.

### **7) Charges et produits exceptionnels :**

Les produits exceptionnels, d'un montant de 66.102 € sont composés de :

- Quote-part de subventions virées au résultat pour 49.962 € ;
- Reprises provisions pour licenciements UFA pour 10.725 € ;
- Rappel Forfait Etat N-1 pour 5.000 € ;
- Autres produits divers (différences de règlements, etc...) pour 415 €.

Les charges exceptionnelles, d'un montant de 34.694 € sont composées de :

- Créances irrécouvrables pour 14.304 € ;
- Charges de personnel liées aux licenciements UFA pour 16.172 € ;
- Autres pertes diverses (différences de règlements, etc...) pour 4.218 €.



## V. AUTRES INFORMATIONS

### 1) Informations sur les transactions avec les contreparties :

Précisions données par le règlement ANC n°2018-06 (art. 431-12 note IR3) :

Les transactions figurant dans l'annexe remplissent la condition d'être non habituelles ou de ne pas être conclues à des conditions normales comme une dotation à une fondation ou à un fonds de dotation, ou un apport en fonds propres à une autre entité.

Pas de transactions remplissant cette condition au titre de l'Ogec.

### 2) Engagements financiers donnés et reçus :

- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées (voir note sur le bilan III. 7) ;
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes (TABLEAU IV) : Néant – Toutefois, il convient de signaler que le 15 septembre 2016, l'ASSOCIATION DICOCEAINE DE CRETEIL a délivré une lettre d'intention, au profit du prêteur, pour sûreté et garantie du remboursement des crédits consentis par le CIC au profit de l'OGEC pour un montant global de 1.550.000 € en principal plus intérêts, frais et accessoires. Le montant restant dû à la clôture de l'exercice est nul, les emprunts ayant été totalement remboursés à la clôture de cet exercice. Une autre lettre d'intention a été signée le 20 juillet 2022 par l'ASSOCIATION DICOCEAINE DE CRETEIL au profit du prêteur, pour sûreté et garantie du remboursement des crédits consentis par le CIC au profit de l'OGEC pour un montant global de 420.000 € en principal plus intérêts, frais et accessoires. Le montant restant dû à la clôture de l'exercice, compte tenu du déblocage partiel à la clôture de l'exercice, est de 5.318 € en principal

### 3) Engagements pris en matière de crédit-bail :

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint (TABLEAU X).

### 4) Contributions volontaires en nature :

- Contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes :
  - Intervenant Atelier Photo à raison de 4 heures par semaine, soit 116 h pour l'année scolaire, valorisées au SMIC chargé, soit 1.689 € ;
- Contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité : Néant ;
- Contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel,



fourniture gratuite de services :

- Comodat du 27/07/2016 pour le Parc, pour la période du 01/09/2015 au 31/08/2018, et renouvelé depuis d'année en année par tacite★ reconduction, non valorisé en l'absence de données fiables.



**TABEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)**

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement						0,00
	Frais de recherche et de développement						0,00
	Donations temporaires d'usufruit						0,00
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						0,00
	Autres immobilisations incorporelles						0,00
	Immobilisations incorporelles en cours						0,00
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						0,00
	<b>TOTAL I</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)						0,00
	Constructions						0,00
CORPORELLES	Sur sol propre						0,00
	Sur sol d'autrui	5 127 236,97					5 127 236,97
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 660 017,11	13 142,00		0,00		3 673 159,11
	Installations générales, agencements, aménagements	4 555 331,61	183 857,64				4 739 189,25
	Matériel de transport	0,00			0,00		0,00
	Autres immobilisations corporelles	300 886,76	32 350,80		0,00		333 237,56
	Mobilier	0,00					0,00
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses	0,00					0,00
	Immobilisations corporelles en cours	36 846,00	2 400,00			0,00	39 246,00
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						0,00
FINANCIERES	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés						0,00
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)	0					0,00
	<b>TOTAL II</b>	13 680 318,45	231 750,44	0,00	0,00	0,00	13 912 068,89
	Participations et créances rattachées	0,00					0,00
	Autres titres immobilisés	0,00					0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III)	Prêts et autres immobilisations financières	22 686,92					22 686,92
	<b>TOTAL III</b>	22 686,92	0,00	0,00	0,00	0,00	22 686,92
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>13 703 005,37</b>	<b>231 750,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 934 755,81</b>

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement					0,00
	Frais de recherche et de développement					0,00
	Donations temporaires d'usufruit					0,00
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					0,00
	Autres immobilisations incorporelles					0,00
	<b>TOTAL I</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains					0,00
	Constructions					0,00
	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui	4 555 507,18	43 261,77			4 598 768,95
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 602 068,36	34 458,74	0,00		3 636 527,10
	Installations générales, agencements, aménagements	3 342 846,60	278 926,71			3 621 773,31
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	0,00				0,00
	Matériel de bureau et informatique	260 515,85	15 252,76	0,00		275 768,61
	Mobilier					0,00
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses					0,00
	<b>TOTAL II</b>	11 760 937,99	371 899,98	0,00	0,00	12 132 837,97
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>		<b>11 760 937,99</b>	<b>371 899,98</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 132 837,97</b>



**TABEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)**

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :				
	• Incorporelles				0,00
	• Corporelles				0,00
	• Financières				0,00
	Stocks et en-cours				0,00
	Créances clients et usagers (familles, élèves)	17 864,18	13 268,80	2 333,58	28 799,40
	Autres créances				0,00
	Valeurs mobilières de placement				0,00
	TOTAL	<b>17 864,18</b>	<b>13 268,80</b>	<b>2 333,58</b>	<b>28 799,40</b>
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		13 268,80	2 333,58	





ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	22 686,92		22 686,92
Sous-total créances de l'actif immobilisé	22 686,92	-	22 686,92
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 722,63	31 722,63	
Créances reçues par legs et donations			
Créances sociales et fiscales	266 469,31	266 469,31	
Autres créances	484 447,52	484 447,52	
Sous-total créances de l'actif circulant	782 639,46	782 639,46	-
<b>Charges Constatées d'avance :</b>	42 862,54	42 862,54	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>848 188,92</b>	<b>825 502,00</b>	<b>22 686,92</b>

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SURETES REELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 321,03	5 321,03	-	-	5 321,03
Emprunts et dettes financières divers	362 491,57	362 491,57			
Sous-total dettes financières	367 812,60	367 812,60	-	-	5 321,03
Dettes fournisseurs	186 269,85	186 269,85			
Dettes des legs et donations					
Dettes fiscales et sociales	147 747,45	147 747,45			
Dettes sur immobilisations	216,00	216,00			
Autres dettes	4 214,34	4 214,34			
Sous-total autres dettes	338 447,64	338 447,64	-	-	
Produits constatés d'avance :	475,52	475,52	-	-	
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>706 735,76</b>	<b>706 735,76</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	



TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)	à la clôture (31/08/N)						à la clôture précédente (31/08/N-1)						
	Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	225 439,40	-	-	-	225 439,40
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	310 306,38	-	-	-	310 306,38
Report à nouveau	1 622 252,51	322 071,79	-	-	1 300 180,72
Excédent ou déficit de l'exercice	322 071,79	322 071,79	-	105 239,78	105 239,78
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>1 835 926,50</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>105 239,78</b>	<b>1 730 686,72</b>
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	358 425,52	-	4 326,00	54 371,83	308 379,69
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>2 194 352,02</b>	<b>-</b>	<b>4 326,00</b>	<b>159 611,61</b>	<b>2 039 066,41</b>

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Valeur du patrimoine intégré	0,00				
Fonds statutaires	0,00				
Apports sans droit de reprise	0,00				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	0,00				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	0,00				
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>225 439,40</b>				<b>225 439,40</b>
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires	225 439,40				225 439,40
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Apports avec droit de reprise					
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	0,00				
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
<b>Ecart de réévaluation</b>					
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise					
<b>Réserves</b>	<b>310 306,38</b>				<b>310 306,38</b>
Réserves statutaires ou contractuelles	-				-
Réserves pour projet de l'entité	310 306,38				310 306,38
dont Réserves pour investissements	310 306,38				310 306,38
dont: Réserves de trésorerie					
Autres	-				-
<b>Report à nouveau</b>	<b>1 622 252,51</b>	<b>-</b>			<b>1 300 180,72</b>
Excédent ou déficit de l'exercice	-	322 071,79		105 239,78	105 239,78
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>1 835 926,50</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>1 730 686,72</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	358 425,52		4 326,00	54 371,83	308 379,69
Subventions d'équipement	358 425,52		4 326,00	54 371,83	308 379,69
dont: Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires					
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement					
Autres subventions d'investissement					
<b>Provisions réglementées</b>					
Droits des propriétaires (prêt à usage)					
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>2 194 352,02</b>	<b>-</b>	<b>4 326,00</b>	<b>159 611,61</b>	<b>2 039 066,41</b>



**TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)**

**1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
<b>Montant nominal :</b>				
Subventions affectées à des biens non renouvelables				
Subventions affectées à des biens renouvelables	5 346 824,85	4 326,00	73 917,60	5 277 233,25
<b>TOTAL</b>	<b>5 346 824,85</b>	<b>4 326,00</b>	<b>73 917,60</b>	<b>5 277 233,25</b>
<b>Quotes-parts virées au résultat :</b>				
Subventions affectées à des biens non renouvelables				
Subventions affectées à des biens renouvelables	4 988 399,33	54 371,83	73 917,60	4 968 853,56
<b>TOTAL</b>	<b>4 988 399,33</b>	<b>54 371,83</b>	<b>73 917,60</b>	<b>4 968 853,56</b>

**3 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)	Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
Subventions Régionales Travaux	2 901 297,90	354 015,86	4 326,00	49 962,17	308 379,69
Subventions Matériel Apprentissage	2 375 935,35	4 409,66	-	4 409,66	0,00
...					
<b>Total</b>	<b>5 277 233,25</b>	<b>358 425,52</b>	<b>4 326,00</b>	<b>54 371,83</b>	<b>308 379,69</b>



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques			Utilisées	Non utilisées	
	Pensions et obligations similaires	114 498,00	4 775,00	-	-	-
	Gros entretien				-	119 273,00
	Autres provisions pour charges	160 664,00	147 936,00	160 664,00	-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>275 162,00</b>	<b>152 711,00</b>	<b>160 664,00</b>	<b>-</b>	<b>267 209,00</b>
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		152 711,00	149 939,00	-	
			-	10 725,00		



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEDIES (TABLEAU IX)

FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>Subventions d'exploitation</b>								
Subvention ERASMUS	138 016,20	75 129,75	36 049,20	31 604,05			79 574,90	-
Aide régionale Equipement Elèves	1 314,00	1 314,00	-	1 314,00			-	-
Subventions Frais concours	6 879,00	2 766,74	-	745,50			2 021,24	-
Reliquat Aides régionales à la demi-pension	28 578,00	12 372,00	3 534,00	1 577,00			14 329,00	-
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>								
...								
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>								
...								
<b>TOTAL</b>	<b>174 787,20</b>	<b>91 582,49</b>	<b>39 583,20</b>	<b>35 240,55</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>95 925,14</b>	<b>-</b>

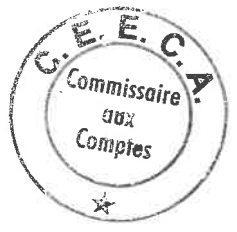


TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU XIII)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
TOTAL						

Postes du bilan	Coût d'entrée	Provisions aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
TOTAL				



TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XIV)



Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi		
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	634 634,43	739 154,02
Forfaits d'externat	1 499 880,92	1 492 965,42
<i>dont forfait Etat</i>	616 773,50	633 737,42
<i>dont forfait Région</i>	883 107,42	859 228,00
<i>dont forfait Département</i>		
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>		
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics	11 774,89	9 487,70
<b>Sous-total concours publics</b>	<b>2 146 290,24</b>	<b>2 241 607,14</b>
Subventions État		
Subventions Région		
Subventions Département		
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation	67 304,00	36 049,20
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>	67 304,00	36 049,20
<i>dont autres subventions</i>	-	-
Report de subventions		
<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>67 304,00</b>	<b>36 049,20</b>
<b>Total concours publics et subventions d'exploitation</b>	<b>2 213 594,24</b>	<b>2 277 656,34</b>



**OGEC TEILHARD DE CHARDIN**

**2, Place d'Armes**

**94100 - SAINT-MAUR**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES  
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE  
TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS - ILE-DE-FRANCE

COMMISSAIRE AUX COMPTES  
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

7, BD DU M<sup>AL</sup> GALLIENI  
77400 LAGNY S/MARNE

TEL. : 01 60 07 32 32  
TELECOPIE : 01 64 02 33 79  
E-MAIL : [ceeca@ceeca.fr](mailto:ceeca@ceeca.fr)  
[www.ceeca-expert-comptable.fr](http://www.ceeca-expert-comptable.fr)

Mesdames, Messieurs Les Membres,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT.**

---

##### **Conventions et engagements passés au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement passés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Paris, le 18 Novembre 2024  
Pour la C.E.E.C.A.



B. LE MENTEC,  
Commissaire aux Comptes